

NOS TERRES NOTRE BUSINESS

DECLARATION COMMUNE

Stoppons l'accaparement des terres: l'agriculture n'a pas besoin des indicateurs de la Banque Mondiale.

En tant que promoteur et financeur des grands investissements agricoles le Groupe de Banque Mondiale est un moteur de l'accaparement des terres dans les pays en développement. C'est un acteur clé du système de développement industriel, qui utilise sa puissance financière et politique, via les agences d'investissement et autres institutions, pour forcer les pays à suivre un modèle de développement pré-conditionné, fondé sur des principes néolibéraux de dérégulation, privatisation, baisse des impôts des entreprises et sur le crédo du « libre-échange ». Ce modèle est conçu pour permettre l'extraction maximale des richesses naturelles et du capital humain des pays en développement et pour concentrer la richesse et le pouvoir entre les mains d'une élite et d'une minorité d'entreprises déjà nanties.

Depuis 2002 la Banque Mondiale a articulé et soutenu ce modèle de développement en classant les pays par le biais de l'indicateur *Doing Business*. Ce dernier est utilisé par les bureaucrates de Washington pour noter les nations en fonction de comment elles favorisent « le climat des affaires ». Les déclarations de la Banque Mondiale indiquent que ces classements annuels sont suivis de près par les investisseurs étrangers; qu'ils influencent les programmes de la Banque elle-même, et qu'ils sont utilisés par des donateurs bilatéraux pour orienter leurs financements.

Le classement *Doing Business* est la version actuelle des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui ont impacté la vie de millions de personnes par le retrait de l'Etat et la libéralisation forcée des économies nationales dans les années 1980 et 1990.

Le *Doing Business* a déjà eu un impact considérable sur les secteurs agricoles, aux dépens des paysans, en favorisant des 'investisseurs' qui recherchent les profits par la violation des droits des populations d'accéder à la terre, l'extraction des ressources naturelles et l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché.

Bien qu'il soit aujourd'hui reconnu que l'accaparement des terres dépossède et appauvrit les communautés rurales du monde entier, la Banque Mondiale n'est pas disposée à modifier sa stratégie. Au contraire, elle travaille actuellement à développer et approfondir le modèle du *Doing Business* en développant un indicateur spécifique au secteur agricole des pays en développement.

A la demande du G8 en 2012, et grâce au financement de la Fondation Gates, des gouvernements Britannique, Etats-Unien, Néerlandais et Danois, la Banque Mondiale développe à présent un nouvel instrument pour « évaluer le climat des affaires dans l'agriculture » (*Benchmarking the Business of Agriculture*, BBA). Entamées fin 2013, des études pilotes sont actuellement en cours dans dix pays, et devraient concerner 40 pays d'ici

à la fin 2014. Le BBA devrait évaluer et classer quatre-vingt à cent pays d'ici 2015¹. Le BBA est construit sur le modèle du *Doing Business*, tout en l'adaptant au secteur agricole. Avec ce nouvel instrument la Banque Mondiale promeut par exemple la libre circulation des semences commerciales, engrais chimiques, et l'accès à des « titres de propriété formels » au moyen de réformes foncières². Malgré l'emploi d'une rhétorique favorable aux petits paysans, le but de ce nouveau classement centré sur l'agriculture est bien clair : ouvrir davantage les secteurs agricoles aux investisseurs étrangers.

Le *Doing Business* favorise l'accaparement des terres dans le monde entier

Le *Doing Business* octroie un meilleur score aux pays qui favorisent le « climat des affaires ». Il s'agit de faciliter l'activité des entreprises dans le pays en baissant par exemple leur taux d'imposition, ou en amoindrissant les procédures administratives, ou encore en supprimant les réglementations environnementales et sociales ainsi que les taxes sur les exportations. Avec le *Doing Business*, la Banque Mondiale encourage également la conduite de réformes foncières qui font de la terre un bien commercialisable et facilement accessible pour les sociétés étrangères. Enfin, partant du principe que toute régulation de l'économie par l'Etat est un obstacle à la prospérité des entreprises, le *Doing Business* néglige les droits de l'homme, le droit à l'alimentation, les droits économiques et socio-culturels, la protection des travailleurs et la nécessité de gérer durablement les ressources naturelles.

Il existe de nombreuses preuves récentes de la façon dont le classement *Doing Business* favorise l'accaparement des terres. Par exemple, le Libéria a mis en œuvre 39 réformes entre 2008 et 2011 pour « favoriser le climat des affaires dans le pays »³, et a par conséquent attiré des flux croissants d'investissements directs étrangers ou 'IDE'. Parmi les entreprises se trouvent plusieurs poids-lourds de la production d'huile de palme et de caoutchouc: le britannique Equatorial Palm Oil, le malaisien Sime Darby et l'indonésien Golden Agri-Resources, qui ont acquis plus d'1,5 million d'acres (607,000 hectares) de terres en quelques années, ôtant aux communautés locales leurs terres, ressources et moyens traditionnels de subsistance⁴.

Après la guerre qui a secoué la Sierra Leone, la Banque Mondiale a guidé une série de réformes économiques dans le but d'attirer les IDE. Ils sont passés d'une moyenne de 18 millions de dollars par an en 2000-2005 à 740 millions de dollars en 2012. Des réformes dans le domaine foncier et la mise en place de systèmes de transfert rapide de propriétés ont attiré des planteurs de canne à sucre et de palmiers à huile parmi lesquels Addax Bioenergy de Suisse, Quifel Natural Resources du Portugal, CAPARO du Royaume-Uni et SOFCIN du Luxembourg. En 2011 la Sierra Leone avait déjà octroyé 508 292 hectares à des investisseurs étrangers⁵. Un accord de 2014 avec le producteur d'huile de palme Golden Veroleum pourrait doubler ce chiffre⁶. Cela porterait à 20% la part des terres arables du pays retirées aux populations rurales.

Les Philippines, saluées comme l'un des dix meilleurs réformateurs du *Doing Business* 2014, ont gagné 40 places en trois ans dans le classement. En 2013, la Banque avait fourni un audit préconisant des réformes "pour accélérer la croissance" dans le pays et pour augmenter la création d'emplois dans le monde rural⁷. L'ouverture du secteur agricole philippin aux IDE a fait du pays la troisième destination la plus populaire pour les investissements fonciers et a conduit à l'acquisition d'un total de 5,2 millions d'hectares par des sociétés étrangères en 2013⁸.

Les classements annuels du *Doing Business* sont utilisés par les entreprises et les investisseurs qui veulent savoir où orienter leur capital. De plus, les résultats du *Doing Business* influencent d'autres programmes ainsi que l'allocation des budgets de la Banque Mondiale qui conduit de nombreuses activités autour du « climat des investissements »⁹. Enfin, l'indicateur est aussi utilisé par des donneurs bilatéraux pour renseigner leurs décisions de financement¹⁰. Le *Doing Business* a donc d'énormes implications financières, et

provoque une course à la dérégulation chez les gouvernements désireux d'améliorer leur score pour attirer les flux d'investissements. En 2013, le panel d'experts indépendants chargé d'examiner l'indicateur s'est à tel point alarmé du pouvoir prescriptif et normatif du classement qu'il a conseillé à la Banque de l'abandonner complètement¹¹.

Pire, la Banque développe maintenant le Benchmarking the Business of Agriculture (BBA) qui va accélérer la ruée sur les terres agricoles et les ressources naturelles telles que l'eau dans le monde en développement.

La Banque mondiale doit abandonner son approche de l'agriculture

Les paysans cultivent 80% des terres agricoles et produisent 80% de la nourriture consommée dans les pays en développement.¹² Ils sont et resteront donc des garants essentiels de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des pays, et les principaux investisseurs et employeurs du secteur agricole. Par conséquent, c'est **leur** capacité à investir et à développer la terre, **et non celle des grandes entreprises** qui doit être renforcée. La capacité d'investissement des producteurs est cependant entravée par la violation de leur droit à la terre et le manque de soutien de la part des gouvernements. Les moyens de subsistance des paysan-ne-s sont particulièrement menacés par le phénomène actuel d'accaparement des terres que la Banque Mondiale ne cesse d'alimenter par le biais des *Business Indicators* et de son plaidoyer en faveur des réformes foncières et de l'ouverture des secteurs agricole aux IDE.

Il est grand temps pour la Banque Mondiale de cesser d'ignorer que les paysan-ne-s sont le seul avenir pour une agriculture qui garantit la sécurité alimentaire, assure une utilisation durable des ressources naturelles et amène un développement social. Nous ne connaissons que trop bien les conséquences néfastes de l'agriculture industrielle sur l'environnement et l'humain. Ce modèle ne doit pas être imposé aux pays en développement.

La sécurité alimentaire, le développement juste et équitable sont des objectifs atteignables pourvu qu'un soutien approprié soit fourni à l'agriculture familiale. Cela commence par la garantie des droits à la terre des paysan-ne-s, en s'assurant que leurs ressources ne soient pas accaparées par des investisseurs étrangers. Ces ressources ne seront pas protégées par des titres fonciers mais par une sécurisation foncière des terres collectives et des exploitations agricoles. La Banque Mondiale ne reconnaît pas cette exigence de base et, grâce à ses instruments puissants que sont le *Doing Business* et le *Benchmarking the Business of Agriculture*, continue de favoriser sans discernement les IDE dans le secteur agricole et d'imposer un modèle de développement uniforme, où le business règne en maître. Cela met gravement en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement.

Nous demandons donc que les indicateurs *Doing Business* et *Benchmarking the Business of Agriculture* soient immédiatement abandonnés.

Pour plus d'informations, contacter ourlandourbusiness@therules.org

Signataires

CICODEV Africa

L'Institut panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement / The pan African Institute for Consumer Citizenship and Development, BP 29198. Dakar-Yoff, Senegal

Email: cicodevafrica@cicodev.org; Website: www.cicodev.org

Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali

Kalabancoura Rue 200 Porte 727, BP : E 2169 Bamako, Mali

Email: cnopmali@yahoo.fr – Website: www.cnop-mali.org

Ekta Parishad

Gandhi Bhavan, Shyamla Hills, Bhopal 462 002, Madhya Pradesh, India

Email: epnationaloffice@ektaparishad.com – Website: www.ektaparishad.com/

Green Scenery

31 John Street, P.O. Box 278, Freetown, Sierra Leone

Email: info@greenscenery.org, Website: www.greenscenery.org

INSAF (Indian Social Action Forum)

A-124/6, First Floor Katwaria Sarai, New Delhi, India - 110 016

Email: insaf@vsnl.com, Website: <http://www.insafindia.org>

The Oakland Institute

P.O. Box 18978, Oakland CA 94619, USA

Email: info@oaklandinstitute.org, Website: www.oaklandinstitute.org

/The Rules

115 5th Avenue, NY, NY, 10003, USA

Email: contact@therules.org, Website: <http://www.therules.org/en>

The Solidarity Movement for a New Ethiopia

PO Box 857, USA Stillwater, MN 55082, USA

Email: smne@solidaritymovement.org, Website: www.solidaritymovement.org

-
- ¹ *World Bank push for agribusiness in Africa*, Bretton Woods Observer 2013, <http://www.brettonwoodsproject.org/2013/10/world-bank-push-agribusiness-africa/>.
- ² *Snapshot Background Note on Access to Seed*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Fertilizers*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land*. Banque Mondiale, 2014.
- ³ National Investment Commission, *The Investors' Guide to Liberia*, 2011, http://www.nic.gov.lr/public/download/Liberia_Investors_Guide_2011.pdf.
- ⁴ Daniel, S. and Mittal, A. *(Mis)investment in Agriculture. The role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs*, Oakland Institute, 2010.
- & Friends of the Earth International, *Land Grabs and human rights violations exposed in Liberia ahead of global development summit*, 1er février 2013, <http://www.foei.org/en/media/resources-for-journalists/sime-darby-and-landgrabs-in-liberia/land-grabs-and-human-rights-violations-exposed-in-liberia-ahead-of-global-development-summit>;
- ⁵ Oakland Institute, Country report “Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone”, 2011, <http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone>.
- ⁶ *SLIEPA to facilitate \$1.6b investment for Golden Veroleum Palm Oil Production in Sierra Leone*, <http://awoko.org/2013/06/21/sierra-leone-sliepa-to-facilitate-1-6b-investment-for-golden-veroleum-palm-oil-production-in-sierra-leone/>.
- ⁷ World Bank Press release “*New World Bank Vice President: Philippines Poised to Accelerate Reforms for More and Better Jobs*”, July 12, 2013 at <<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/12/new-world-bank-president-philippines-poised-to-accelerate-reforms-for-more-and-better-jobs>>
- ⁸ World Trade report 2013, “*Factors shaping the future of world trade*”, Organisation Mondiale du Commerce, 2013. http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2013_e/its2013_e.pdf.
- ⁹ World Bank’s investment climate Data and Indicators, <https://www.wbginvestmentclimate.org/research-and-diagnostics/>.
- ¹⁰ Manuel, T. et al. *The Independent Panel Review of the Doing Business Report*, 2013. <http://www.dbrpanel.org/sites/dbrpanel/files/doing-business-review-panel-report.pdf>.
- ¹¹ Ibid.
- ¹² FIDA. Proceedings of the Governing Council High-Level Panel and Side Events, 2010, “From summit resolutions to farmers’ fields: Climate change, food security and smallholder agriculture.” http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf.